

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 25/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CARGILL FRANCE SAS

Boulevard Paul Leferme
44600 Saint-Nazaire

Références : N2-2023-474
Code AIOT : 0006301411

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement CARGILL FRANCE SAS implanté Boulevard Paul Leferme 44600 Saint-Nazaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARGILL FRANCE SAS
- Boulevard Paul Leferme 44600 Saint-Nazaire
- Code AIOT : 0006301411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CARGILL exploite des installations de stockage de céréales (tournesol et tourteau) et de fabrication d'huile végétale dans la zone portuaire de Saint-Nazaire.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la précédente visite du 18/05/2022,
- action nationale silo 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites de l'inspection du 18/05/2022	--	/	Sans objet
7	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
3	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
5	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
6	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La majorité des prescriptions contrôlées est respectée. Des axes d'améliorations sont cependant identifiés en observations afin d'améliorer la démonstration du respect des exigences réglementaires.

Quelques actions restent à réaliser pour répondre aux constats formulés en 2022 (mise à jour du tableau de classement et demande de modification de la prescription relative aux eaux pluviales).

Un écart qualifié d'important suite au contrôle des installations électriques doit être traité le 1er mai 2023.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : --
Thème(s) : Risques accidentels, risque
Prescription contrôlée : Voir rapport du 23/05/2022
Constats : Lors de l'inspection du 18/05/2022, il a été demandé à l'exploitant de : - Mettre à jour son tableau de classement dans la nomenclature des ICPE. L'exploitant a transmis son tableau de classement mis à jour par lettre du 30/09/2022. Des corrections ont ensuite été apportées concernant le classement dans les rubriques 2160, 2240, 2260 et 3642. Elles ont été présentées par l'exploitant pendant l'inspection. Les corrections apportées sont exactes. Le classement dans la rubrique 2910 doit également être corrigé en dissociant chaque installation de combustion. Le classement du stockage d'hexane dans les rubriques 4331 et 4511 est à corriger car il n'est pas possible de classer un même produit dans 2 rubriques. L'hexane était classé dans la rubrique 4511 jusqu'à présent. Il est nécessaire de vérifier à quoi correspond le classement dans la rubrique 4331 (inexistant jusqu'à présent pour l'établissement). Le tableau de classement dans la nomenclature des ICPE corrigé et actualisé est à transmettre à l'inspection des installations classées. - Transmettre le résultat du premier test de fonctionnement à la mise en service du canon. L'exploitant a indiqué avoir testé le canon à sa mise en service le 10/01/2023. Ce test a été concluant. L'exploitant a également présenté sa procédure de mise en service du canon avant chaque dépotage (pour mémoire, il y a 2 dépotages de camions d'hexane par an). Ce point est soldé. - Adresser au préfet une demande de modification de la prescription relative au contrôle de la qualité des eaux pluviales. Ce sujet a pris du retard. - Transmettre les résultats du diagnostic olfactif accompagné du programme d'actions correctives décidées. Les résultats ont été transmis le 30/11/2022. Le conditionneur (source d'émission d'odeur principale) a été remplacé lors du dernier arrêt technique et un laveur de gaz a été ajouté. De nouvelles analyses sont programmées courant mai 2023 sur la partie conditionneur et l'impact de l'installation du laveur à l'extérieur sera évalué. Aucune nouvelle plainte n'a été reçue récemment par l'exploitant pour des odeurs inconfortables. Ce point est soldé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p> <p>Constats : Pendant la visite, l'exploitant a déclaré que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitation des silos se faisait sous la surveillance du directeur du site. Le directeur du site a occupé plusieurs fonctions opérationnelles (ingénieur process, responsable production, directeur technique), - le responsable logistique sera prochainement désigné pour cette mission. <p>En complément, l'exploitant a transmis le lendemain de la visite un document détaillant les formations suivies par les sous-traitants et par l'ensemble du personnel (travail en zone ATEX, permis de travail) et les formations suivies par le directeur du site et le responsable logistique spécifiques aux risques sur les silos dégageant des poussières inflammables.</p> <p>Les explications données et les éléments transmis permettent de considérer que la prescription est respectée.</p> <p>Observations : La programmation et le suivi des formations sont à formaliser plus rigoureusement (le document transmis après la visite est un complément aux explications données pendant la visite. Il ne peut pas être considéré à lui seul comme un programme de formation, ni comme un document de suivi des formations par collaborateur).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : Pendant la visite, l'exploitant a expliqué que : <ul style="list-style-type: none">- la qualité de la graine est vérifiée à la réception (température, humidité, odeur),- la rotation de la graine est favorisée dans les silos pour réduire la durée de stockage,- le suivi des températures de stockage est réalisé quotidiennement. L'exploitant a présenté sa consigne de sécurité en cas d'incendie dans un silo. Le lendemain de la visite, l'exploitant a transmis un document dans lequel il liste et décrit les procédures d'exploitation existantes (procédure circuit stockage de graines, procédure circuit ensilage tourteaux, procédure nettoyage zone logistique, procédure permis de travail (qui contient une partie "fin de travaux")).
Observations : Le fait que l'ensemble des consignes de sécurité et procédures d'exploitation n'a pas pu être présenté au moment de la visite mais seulement le lendemain (alors que l'ordre du jour avait été signalé avant la visite d'inspection) révèle la nécessité de mieux organiser et faire connaître ce système documentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'aucuns travaux susceptibles de créer des points chauds n'avaient été réalisés récemment dans les silos. L'exploitant a présenté des permis d'intervention et permis de feu délivrés pour des travaux dans d'autres installations (par exemple, permis de feu pour soudure au niveau de la chaudière HP4 délivré le 30/08/2022). Une surveillance pendant 1 heure après les travaux est réalisée. Les permis de feu sont systématiquement signés par le directeur du site après validation par le responsable Europe du groupe.
Observations : Il convient d'indiquer le nom des signataires sur les permis de feu (la signature seule ne permet pas de les identifier), l'heure de fin de travaux et l'heure de fin de la surveillance après travaux (afin de confirmer que le dernier contrôle a bien été réalisé 1 heure après la fin des travaux).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : L'exploitant a expliqué que des sondes de températures sont disposées sur chaque roulement de chaque élévateur. Des sondes de températures avec des plaques en bronze sont également présentes afin de détecter les dépôts de bandes. L'exploitant a présenté le report des températures à l'écran de la supervision. Aucun test n'a été pendant la visite terrain.
Observations : Il est demandé de faire apparaître, dans les consignes de sécurité ou procédures d'exploitation, la liste des dispositifs de sécurité, les contrôles devant être réalisés sur ces dispositifs et la fréquence de ces contrôles. L'objectif est de vérifier et démontrer que tous les dispositifs de sécurité sont efficaces (une détection entraîne l'arrêt de l'installation). Les résultats de ces contrôles doivent être enregistrés et doivent pouvoir être présentés à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : L'exploitant a transmis la liste de ses bandes transporteuses (extraction SAP). Toutes les bandes respectent la norme ISO 340 (auto-extinguibles).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Équipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]
Constats : L'exploitant a transmis : <ul style="list-style-type: none">- le rapport de vérification au titre de la réglementation ICPE rédigé par DEKRA le 14/12/2022 (vérification du 29/08/2022 au 02/09/2022). Ce rapport mentionne l'absence d'écart, notamment relatif à l'électricité statique et aux éventuels courants vagabonds,- le rapport de vérification des installations électriques rédigé par DEKRA le 14/12/2022 (vérification du 29/08/2022 au 02/09/2022). Ce rapport mentionne 4 écarts,- une extraction de la GMAO montrant le suivi des 4 écarts susmentionnés. Un niveau de priorité a été donné à ces écarts. Deux écarts ont été traités. Deux autres restent à traiter dont 1 de priorité « importante » (coffrets entrée chargement RDC tourteaux). Le traitement de cet écart est planifié le 01/05/2023,- le rapport Q18 rédigé par DEKRA le 14/12/2022. Ce rapport conclut à l'absence de risque d'incendie et d'explosion.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet